



Monsieur le premier ministre,
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

Objet : LAB demande le retrait de la réforme du code du travail.

Monsieur,

Votre cabinet avait annoncé votre venue le 21 Septembre 2017 pour assister à l'ouverture des XXème assises des petites villes de France. Nous imaginons très bien que votre agenda est des plus chargés. C'est pourquoi, nous nous sentions donc honorés de cette visite et avons hâte de vous rencontrer car les problématiques sont nombreuses et c'eût été l'occasion pour nous d'évoquer plusieurs aspects impliquant la réalité socio-économique, politique et sociale particulières au Pays Basque. Hier, nous apprenons par voie de presse que vous ne pourrez finalement pas honorer cet engagement. En dépit de la déception qui est la nôtre, nous tenons néanmoins, par la présente et par le biais du représentant de l'état présent ce jour-là, à vous faire part des questions suivantes :

Le Pays Basque sort d'une très longue période au cours de laquelle la violence politique était réelle. Malgré tous les efforts conjugués par diverses strates (des représentants élus en passant par la société civile), les stigmates de cette époque sont encore bel et bien présents. L'ETA, dernière organisation armée d'Europe, a déposé les armes en 2011 et s'est totalement désarmée depuis le 8 avril dernier. Pourtant, à ce jour, de nombreux prisonnier-e-s ainsi que les victimes de ce conflit demandent encore que le traitement de leur situation se fasse à la lumière de cette nouvelle donne politique historique. LAB, tout comme d'autres organisations syndicales du Pays Basque, fait partie des nombreux acteurs impliqués dans la résolution du conflit. Le 8 avril dernier nous avons activement répondu à l'appel des artisans de la Paix et le 9 décembre prochain, nous serons également présents lors de la manifestation de Paris en faveur du sort des prisonnier-e-s politiques basques.

Cette année, les assises des petites villes de France auront lieu à Irún : ville transfrontalière qui appartient à une zone géographique que nous, nous situons en Pays Basque Sud, entre le Labourd et le Gipuzkoa. La tenue de ces assises françaises sur notre territoire témoigne bien du caractère particulier et singulier que revêt le Pays Basque. Ceci peut sembler novateur ou insolite pour un représentant de l'État français mais c'est une réalité de terrain. Notre organisation syndicale LAB défend l'ensemble des salarié-e-s travaillant sur les sept provinces historiques du Pays Basque quelles que soient leurs origines ou leur religions et ce, depuis des décennies.

Ces assises donnent corps à la nouvelle agglomération Pays Basque qui vient de naître. Cette avancée institutionnelle est le fruit d'un long processus de mobilisations tant de la société civile que de ses élus largement unanimes. Cette instance permet enfin de se doter d'outils institutionnels qui permettront aux concitoyens et aux concitoyennes de pouvoir faire face aux évolutions d'un monde incertain où les intérêts particuliers priment parfois sur ceux du collectif.

La fonction d'un syndicat est de défendre les intérêts des travailleurs et travailleuses. Celle du syndicat LAB est de répondre aux attentes et de défendre les intérêts des travailleurs et travailleuses du Pays Basque. Depuis notre création en Pays Basque Nord en 2000, notre syndicat ne cesse de se développer tant dans les entreprises que lors des différentes élections prud'homales ou encore dernièrement lors des élections TPE. Pourtant, la suppression des élections prud'homales et le nouveau calcul de la mesure de la représentativité des organisations syndicales va totalement nous effacer du conseil de Prud'hommes de Bayonne et ainsi priver les salarié-e-s du Pays Basque de choisir librement le syndicat de leur choix pour les représenter.

L'actuel gouvernement prétend d'un côté vouloir rapprocher les lieux de négociations au plus près des travailleurs et travailleuses tout en refusant d'un autre côté de donner les moyens aux syndicats comme LAB de réellement connaître sa représentativité au niveau Territorial. Nous avons donc engagé une action devant le Conseil d'État.

LAB travaille depuis de nombreuses années à la construction d'un espace de négociation territoriale de type Commission Paritaire Locale prévue par le code du travail. Si vous souhaitez réellement rapprocher les lieux de décisions des salarié-e-s sans écarter les organisations syndicales, il vous faudra tenir compte des différentes réalités de notre territoire et donc vous rapprocher des organisations syndicales territoriales. LAB ne compte pas rester silencieux en Pays Basque pendant que vous négociez tranquillement à Paris avec les grandes centrales syndicales. Nous vous demandons donc de bien vouloir nous donner les chiffres de la représentativité à l'échelle de la nouvelle agglomération Pays Basque afin que nous puissions répondre aux attentes des travailleurs et travailleuses du Pays Basque.

Pour LAB, il est indispensable de réintégrer le principe de faveur dans la négociation collective. LAB est favorable à l'intégration de la négociation dans les entreprises y compris dans les plus petites (TPE / PME) à la seule condition que l'accord d'entreprise soit obligatoirement plus favorable aux salarié-e-s que l'accord supérieur. L'inversion de la hiérarchie des normes est une catastrophe pour l'ensemble des salarié-e-s mais aussi pour la majorité des TPE / PME de notre territoire. Depuis 2004, et plus particulièrement ces dernières années, le principe de faveur est mis à mal et à aucun moment cela n'a permis de faire baisser le chômage de masse bien au contraire.

Comme vous pouvez le voir, LAB se positionne clairement contre cette nouvelle attaque du code du travail et compte travailler avec l'ensemble des acteurs socio-politiques et socio-économiques du Pays Basque à la construction de réelles alternatives pour son territoire. A défaut d'un espace de négociation propre à l'échelle du Pays Basque permettant de réintégrer le principe de faveur, LAB restera mobilisé pour empêcher toute régression sociale. Dans les prochaines semaines, mois et années, **LAB fera du Pays Basque une zone hors loi Macron.**

Nous aurions aimé pouvoir en parler de vive voix avec vous lors de votre éventuelle visite en Pays Basque pour ces assises mais cela n'est plus d'actualité. Dans une interview accordée à CNN, Monsieur Macron nous annonce que « la démocratie ne se fait pas par la rue ». On en déduit donc que vous prendrez rapidement contact avec nous et ainsi pouvoir en parler démocratiquement.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, veuillez agréer Monsieur le Premier Ministre, nos sincères salutations.

Pour LAB
Jerôme Prieto

